

BANQUE CENTRALE DU CONGO



NOTE DE CONJONCTURE DU MOIS DE DECEMBRE 2015

JANVIER 2016

Banque Centrale du Congo

Adresse : 563, Boulevard Colonel Tshatshi
Kinshasa-Gombe
République Démocratique du Congo

Adresse postale : 2697 Kinshasa 1

Téléphone : (243)815556966
(243)818108009
(243)815084402

Site Web: <http://www.bcc.cd>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

La Note de conjoncture mensuelle est publiée au plus tard le dernier jour du mois suivant celui sous revue.

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 Aperçu de l'économie mondiale

Au mois de décembre 2015, la conjoncture économique internationale a été marquée par le premier resserrement monétaire de la Banque centrale américaine (Fed) depuis près de neuf ans. En effet, comme anticipé depuis plusieurs mois par les marchés et la plupart d'analystes, le Comité de politique monétaire de la Fed a, au cours de sa dernière réunion de l'année, décidé de relever ses taux directeurs d'un quart de point, entre 0,25 % et 0,5 %, en raison de la solidité économique observée depuis de longs mois.

Selon la Fed, l'économie américaine demeure sur une bonne trajectoire, traduisant l'atteinte de ses objectifs fixés, notamment le retour au plein-emploi et l'inflation de 2 %. Toutefois, le redressement de la politique monétaire devrait être graduel et demeurer globalement accommodante afin d'éviter des tensions sur les marchés et laisser à la Fed plus de marges de manœuvre en cas de chocs négatifs.

S'agissant des retombées de cette décision sur l'économie mondiale, il y a lieu de relever que cette situation, dont les effets économiques et financiers ont en partie été consommés au travers du Forward guidance, pourrait davantage accentuer les pressions sur les économies émergentes qui ont bénéficié des largesses accordées par l'ancienne politique monétaire de la Fed. Cela devrait se traduire par des flux de capitaux vers les Etats-Unis attirés par des taux d'intérêt en hausse et favoriser une appréciation du dollar américain au détriment des économies émergentes qui devraient assister à des déséquilibres de leurs comptes extérieurs et à un enlèvement plus accru de leurs taux de change. Cependant, la question sur le rythme à imprimer à la hausse des taux d'intérêt de la Fed constitue encore une énigme susceptible de tenir encore en haleine l'économie mondiale.

1.2 Evolution de l'activité dans les principaux pays et Zones économiques

1.2.1 Pool Europe

Dans la Zone euro, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de mettre en œuvre de nouvelles mesures, susceptibles de relever le niveau général des prix ainsi que de soutenir l'activité économique dans la Zone euro. Ces mesures supplémentaires de politique monétaire concernent principalement (i) la baisse du taux de facilité des dépôts à -0,3 % venant de -0,2 %, (ii) l'extension de son programme de rachat de dettes publiques et privées de septembre 2016 à mars 2017 et (iii) l'inclusion de nouveaux titres de dettes dans son programme d'assouplissement quantitatif, à savoir des titres de dettes de collectivités locales et régionales dans la Zone euro.

Plus de dix mois après avoir lancé l'opération de rachats de titres publics, le taux d'inflation reste très faible et inférieur à l'objectif à moyen terme de 2,0 %, se situant à 0,2 % à fin décembre 2015, selon les statistiques de l'INS. Quant à l'activité économique, elle reste encore poussive comme attesté par le taux de croissance économique au troisième trimestre 2015 qui s'est établi à 0,3 % contre 0,2 % à la période correspondante de 2014.

En ce qui concerne le taux de chômage, il a connu un léger bon à 10,6 % au troisième trimestre après 10,4 % à la période correspondante de 2014.

1.2.2. Pool Amérique

Dans sa troisième publication de l'année, le Département américain du Commerce a revu à la baisse les estimations de la croissance. Selon cette Institution, la croissance s'est établie à 2,0 % en annualisé contre 2,1 % et 1,5 % aux deux premières estimations. Il sied de noter que ce niveau correspond au potentiel de croissance à long terme de l'économie américaine. S'agissant du marché de travail, il s'est amplement amélioré au mois de décembre, affichant un taux de chômage de 5,0 %.

En conséquence, le retournement de la politique monétaire de la Fed intervient dans ce contexte de solidité des indicateurs économiques et vise principalement un triple objectif (i) maintenir les taux d'intérêt à des niveaux bas, ii) stimuler les investisseurs en quête de rendement vers des titres jugés plus risqués mais aussi plus favorables au financement de l'économie et (iii) stimuler l'inflation.

Cette décision devrait induire une appréciation du dollar américain par rapport à d'autres devises fortes, notamment l'euro du fait du flux attendu de capitaux étrangers vers l'économie nationale ainsi que de la ponction de liquidité éventuelle qui sera provoquée par le relèvement des taux d'intérêt. Sur le plan de la compétitivité interne de ce pays, l'appréciation devrait avoir des effets négatifs sur son commerce extérieur en rendant les produits américains plus onéreux ; ce qui est susceptible de freiner l'expansion de l'industrie locale.

1.2.3. Pays d'Asie et pays émergents

En Chine, le dernier trimestre particulièrement le mois de novembre ou décembre 2015, a été caractérisé par une tendance à la reprise de l'économie. Le mois de novembre a enregistré une augmentation de la production industrielle de 6,2 %, soit une plus forte croissance en cinq mois. Ce résultat est la conséquence des mesures prises par la banque centrale qui a décidé d'assouplir pour la sixième fois sa politique monétaire au mois d'octobre 2015.

1.2.4. Pool Afrique

En vue de contrecarrer les effets pervers de la conjoncture internationale, certains pays exportateurs du pétrole ont décidé de soutenir leurs économies par des actions visant à accroître les dépenses d'investissement. Ainsi, le Nigéria dans le cadre du budget de l'Etat exercice 2016 a décidé de tripler les dépenses d'investissement représentant environ 30 % du budget en vue de soutenir l'activité économique et rehausser la croissance. Cette situation devrait hisser la croissance, résorber le chômage et améliorer les conditions de vie de la population vulnérable. En dehors des actions visant à soutenir la croissance par la demande intérieure, il est indiqué que les pays de l'Afrique subsaharienne puissent travailler davantage pour diversifier leurs économies en ciblant les secteurs clés à fort potentiel de croissance. Ce qui devrait durablement mettre la population à l'abri des besoins

élémentaires notamment l'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'eau et à l'électricité.

Par ailleurs, d'après la dernière publication du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la République Démocratique du Congo a amélioré sensiblement son classement dans l'Indice de développement humain (IDH) en 2014. En effet, la RDC est passée de la 186^{ème} place sur 187 pays en 2013 à la 176^{ème} place sur 188 pays en 2014, soit un gain de 11 places d'une année à l'autre, en raison des progrès notoires réalisés notamment au niveau de l'espérance de vie, de la durée attendue et moyenne de scolarisation ainsi que du revenu national brut par habitant (RNB/hab.).

1.3. Marchés des produits de base intéressant l'économie congolaise.

A fin décembre 2015, les cours des principales matières premières intéressant l'économie congolaise se sont généralement inscrits en baisse, en raison des incertitudes liées à la demande mondiale.

Tableau 1 : Produits miniers et énergétiques (en moyenne mensuelle)

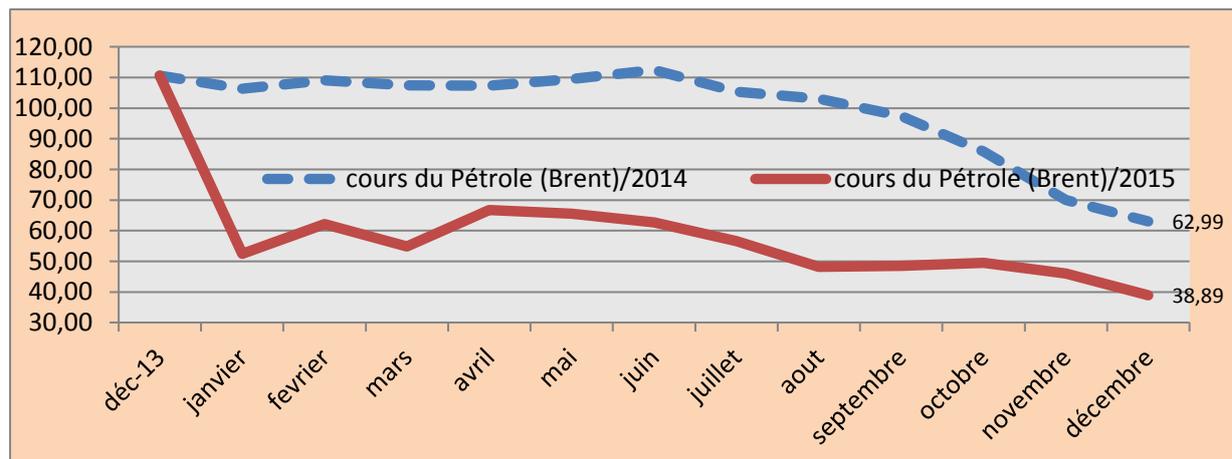
	déc-13	dec-14	30-janv-15	27-févr-15	31-mars-15	30-avr-15	28-mai-15	30-juin-15	31-juil-15	31-août-15	30-sept-15	30-oct-15	30-nov-15	31-déc-15
Produits energetiques														
Pétrole (brent) \$/baril														
cours	110,59	62,99	49,39	62,16	56,91	60,98	62,98	63,83	56,63	48,24	48,54	49,47	46,04	38,89
variation annuelle. (en %)		-43,04	-21,59	-1,32	-9,65	-3,19	-0,02	1,33	-10,10	-23,42	-22,95	-21,47	-26,91	-38,26
Produits miniers														
Cuivre LME \$/tm														
cours	7 394,00	6 428,78	5 868,02	5 681,90	5 913,00	6 017,84	6 735,00	5 766,00	5 477,33	5 087,43	5 217,32	5 221,66	4 832,69	4 628,00
variation annuelle. (en %)		-13,05	-8,72	-11,62	-8,02	-6,39	4,76	-10,31	-14,80	-20,86	-18,84	-18,78	-24,83	-28,01
Cobalt Londres \$/tonne														
cours	28 951,65	31 499,86	31 739,40	32 369,40	30 826,90	30 056,15	34 133,40	31 059,60	31 067,28	30 071,48	30 022,08	30 022,08	26 952,59	22 569,34
variation annuelle. (en %)		8,80	0,76	2,76	-2,14	-4,58	8,36	-1,40	-1,37	-4,53	-4,69	-4,69	-14,44	-28,35
Or New York \$/o.t.														
cours	1 205,90	1 198,16	1 253,15	1 213,15	1 181,80	1 199,43	1 215,20	1 182,25	1 131,72	1 119,04	1 123,87	1 156,30	1 088,41	1 069,99
variation annuelle. (en %)		-0,64	4,59	1,25	-1,37	0,11	1,42	-1,33	-5,55	-6,60	-6,20	-3,49	-9,16	-10,70

Source : BCC sur base des données de « les échos ».

✓ Pétrole

A fin décembre 2015, le baril du pétrole s'est échangé en moyenne à 38,89 USD, soit une baisse de 15,53 % par rapport à son niveau de fin novembre. Cette situation résulte essentiellement d'une offre excédentaire impulsée par la production américaine du pétrole de schiste et de l'Arabie saoudite qui refuse de réduire sa production pour ne pas perdre ses parts de marché.

Graphique 1 : Evolution du cours du pétrole (USD le baril en moyenne mensuelle)

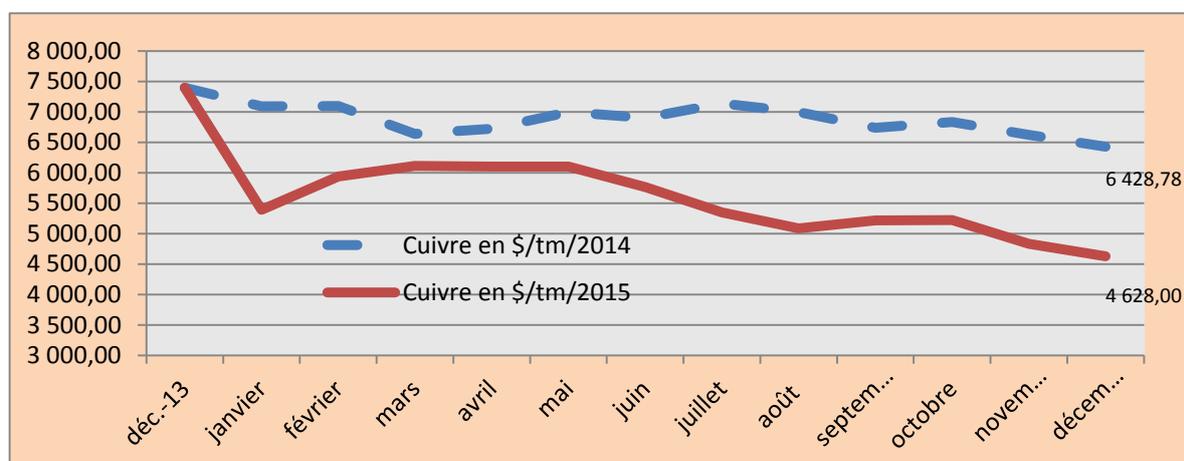


Source : BCC sur base des données de « les échos ».

✓ Produits miniers : Cuivre

A fin décembre 2015, le prix du cuivre échangé sur le London Métal Exchange a affiché une baisse de 4,2 % par rapport au mois de novembre. Rapproché à fin décembre 2014, il ressort un recul de 28,0 %, situant le cours à 4.628,00 USD la tonne. Cette baisse du cours du cuivre en 2015 tient au ralentissement de l'économie chinoise, principal pays importateur de ce produit.

Graphique 2 : Evolution du cours du cuivre



Source : BCC sur base des données de « les échos ».

✓ Produits agricoles

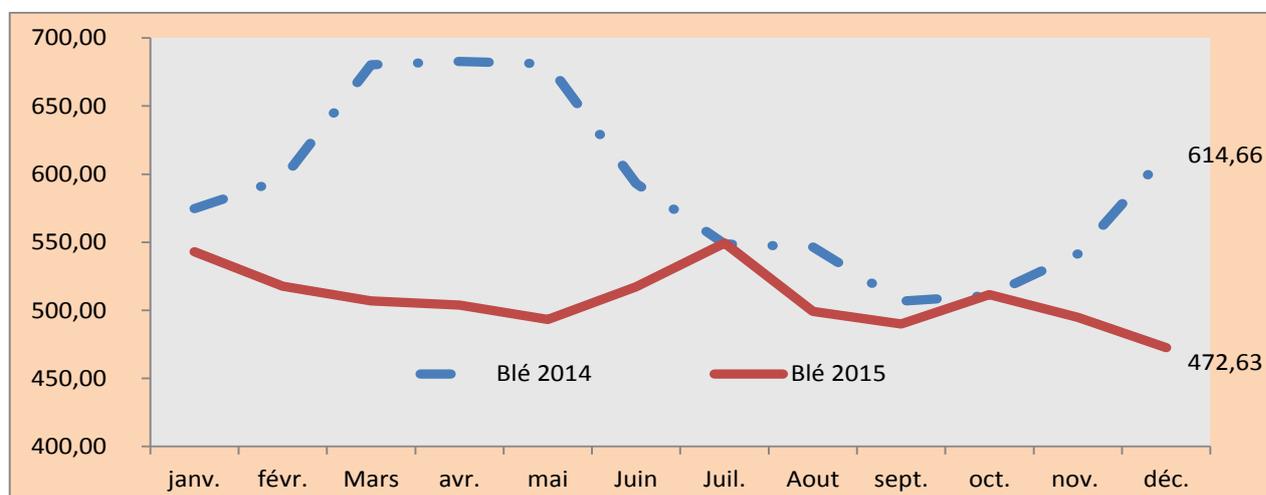
A fin décembre 2015, le prix du maïs a connu une hausse de 0,8 % alors que celui du blé a enregistré une baisse de 4,5 % par rapport à fin novembre. Globalement, au cours de l'année sous analyse, la plupart des produits agricoles ont connu une baisse continue suite essentiellement (i) à l'augmentation de la production agricole mondiale et (iii) au ralentissement de la demande mondiale. Ainsi, les cours de ces produits se sont fixés respectivement en moyenne à 135,65 USD la tonne pour le maïs et 472,63 USD pour le blé, soit des baisses respectives de 7,2 % et 23,1 % par rapport à fin décembre 2014.

Tableau 2 : Produits agricoles

	déc-13	dec-14	30-janv-15	27-fevr-15	31-mars-15	30-avr-15	28-mai-15	30-juin-15	31-juil-15	31-août-15	30-sept-15	30-oct-15	30-nov-15	31-déc-15
Produit agricoles														
Riz Chicago Cts/lb														
cours	15,55	12,10	11,18	10,46	10,70	10,24	9,55	9,85	10,88	11,64	12,58	12,43	11,98	11,12
variation hebdo.(en %)		-22,19	-7,60	-13,55	-11,57	-15,37	-21,07	-18,60	-10,08	-3,79	3,96	2,69	-1,02	-8,10
Blé Chicago \$/tonne														
cours	623,82	614,66	542,95	517,73	506,93	503,88	493,38	517,35	549,47	499,23	489,95	511,65	494,76	472,63
variation hebdo.(en %)		-1,47	-11,67	-15,77	-17,53	-18,02	-19,73	-15,83	-10,61	-18,78	-20,29	-16,76	-19,51	-23,11
Mais Chicago \$/tonne														
cours	156,41	146,09	142,51	140,44	140,80	137,74	132,33	133,69	149,22	135,23	137,03	140,78	134,55	135,65
variation hebdo.(en %)		-6,60	-2,45	-3,87	-3,62	-5,72	-9,42	-8,49	2,14	-7,43	-6,20	-3,64	-7,90	-7,15

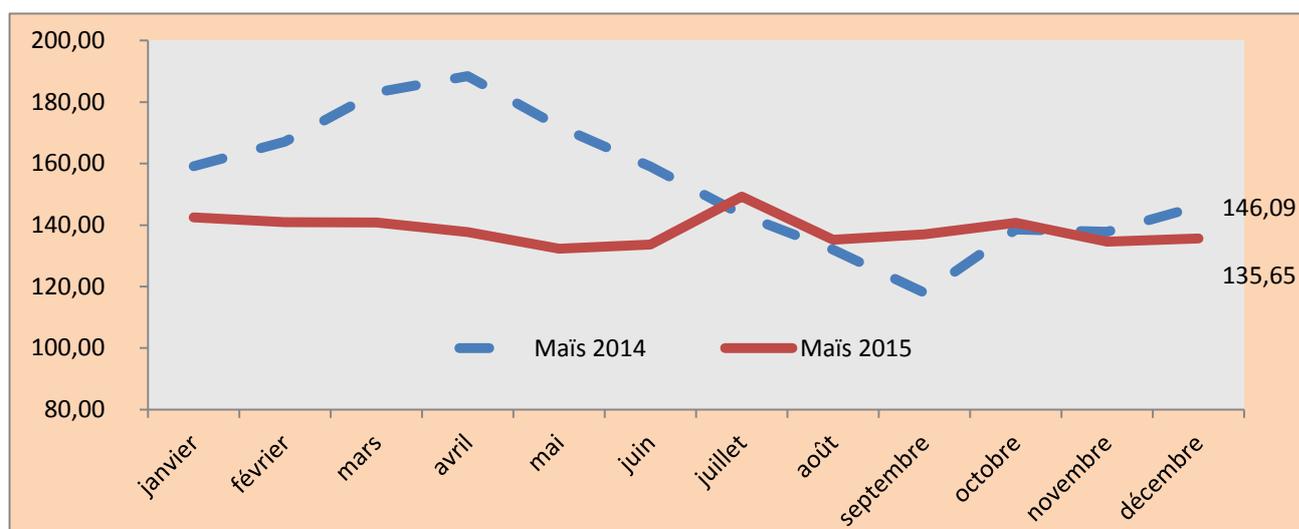
Source : Source : BCC sur base des données de « les échos ».

Graphique 3 : Evolution du cours du blé



Source : BCC sur base des données de « les échos ».

Graphique 4 : Evolution du cours du maïs



Source : BCC sur base des données de « les échos ».

1.4 Parité euro dollar

En 2015, la parité euro dollar s'est inscrite en baisse atteignant une moyenne de 1,104 contre 1,324 en 2014 à la suite, d'une part, des turpitudes au sujet de la crise grecque et de l'orientation de la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne et, d'autre part, de la consolidation de l'économie américaine.

Tableau 3 : Parité euro dollar

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	Oct.	Nov.	31 déc-15	Taux moyen
2014	1,35	1,38	1,38	1,39	1,36	1,36	1,34	1,32	1,26	1,252	1,26	1,23	1,324
2015	1,13	1,12	1,07	1,12	1,1	1,11	1,109	1,121	1,118	1,093	1,07	1,09	1,104

II. EVOLUTION DES ACTIVITES DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

2.1 SECTEUR REEL

2.1.1 Croissance économique

En dépit du ralentissement observé de l'activité économique en 2015, marqué par la décélération des activités extractives, moteur de la croissance, suite à la baisse des cours de matières premières sur le marché mondial, la croissance économique s'est maintenue à un niveau élevé.

En effet, le taux de croissance économique, initialement programmé à 10,3 % en 2015, puis estimé à 9,2 % et 8,4 % par la suite, s'est affiché à 7,7 % sur base des dernières estimations de septembre 2015 contre 9,5 % en 2014. Rapprochée à la moyenne projetée pour l'Afrique subsaharienne, chiffrée à 3,8 %, la croissance de l'économie congolaise serait supérieure de 3,9 points de pourcentage.

- **Approche par la production**

L'analyse de cette approche révèle qu'en dépit des pesanteurs de l'environnement international, l'activité à l'interne reste soutenue en premier lieu par le secteur primaire, soit 3,4 points de croissance. Ce niveau constitue néanmoins un fléchissement de sa contribution revenant de 3,8 à fin juin et 3,9 à fin mars contre 5,5 points en 2014. La branche « extraction » demeure le moteur de la croissance avec une contribution de 2,5 points.

Le secteur tertiaire vient en deuxième position en termes de contribution à la croissance avec 3,1 points, grâce au dynamisme des activités des « Transports et Télécommunication » et de « Commerce » à concurrence de 1,2 et 0,9 points, respectivement.

Pour ce qui est du secteur secondaire, sa contribution à la croissance accuse un léger repli, passant de 1,1 point à fin juin à 1,0 à fin septembre, en raison notamment du déficit énergétique et du ralentissement du rythme d'exécution des travaux d'infrastructures.

Graphique 5 : Evolution des contributions sectorielles à la croissance

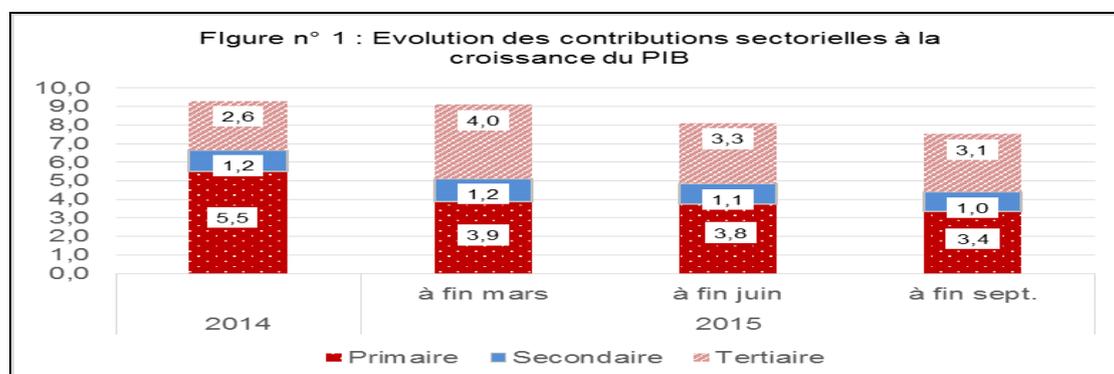


Tableau 4 : Estimation de la croissance du PIB suivant l'approche par la production (en milliards de CDF, au prix de 2005 sauf indication contraire)

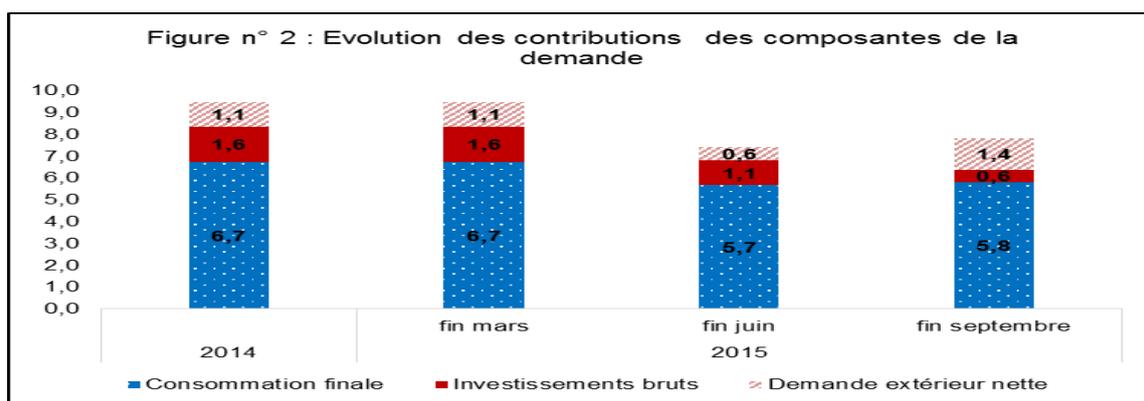
Branches d'activité	2014	2015	2014		2015	
			Variation en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en pts
Secteur primaire	4 357,31	4 695,80	13,2	5,5	7,8	3,4
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 700,80	1 785,80	4,7	0,8	5	0,8
Extraction	2 656,51	2 909,90	19,3	4,7	9,5	2,5
Secteur secondaire	1 551,63	1 656,70	7,4	1,2	6,8	1
Industries manufacturières	1 088,39	1 190,00	9,9	1,1	9,3	1
Bâtiment et travaux publics	395,45	399,7	1,2	0	1,1	0
Electricité, gaz, vapeur et eau	67,78	67	6,3	0	-1,2	0
Secteur tertiaire	3 880,32	4 195,50	6,7	2,6	8,1	3,1
Commerce	1 415,70	1 342,90	4,8	0,7	6,6	0,9
Transports et télécommunications	1 220,22	1 509,30	6	0,8	10,1	1,2
Autres services hors adm. publique	926,12	1 013,2	10,9	1	9,4	0,9
Services d'administration publique	382,75	404,5	7,7	0,3	5,7	0,2
SIFIM	-64,47	-74,3	14,7	-0,1	15,3	-0,1
PIB aux coûts des facteurs	9 789,25	10 548,00	9,6	9,3	7,8	7,5
Taxes sur les produits	303,59	324	5,2	0,2	6,7	0,2
PIB aux prix constants du marché	10 092,80	10 872,00	9,50%	9,50%	7,70%	7,70%

Source : CESC

• Approche par la dépense

En 2015, la demande globale, dont la contribution à la croissance est estimée à 6,4 points et pour laquelle les composantes ont évolué respectivement de 5,8 points pour la consommation finale et 0,6 point pour les investissements bruts, reste soutenue par la demande intérieure. Il sied de relever que la faible progression des investissements est consécutive notamment au mauvais comportement des cours de produits miniers.

Graphique 6 : Evolution des contributions des composantes de la demande



Quant à la demande extérieure nette, sa contribution s'est améliorée de 0,8 point passant de 0,6 point à fin juin 2015 à 1,4 point à fin septembre, suite à la baisse des importations.

Tableau 5 : Estimation de la croissance du PIB suivant l'approche par la demande (en milliards de CDF, au prix de 2005, sauf indication contraire)

PIB Emplois à prix constants de 2005	2014	2015	2014		2015	
			Variation en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en pts
Demande intérieure	12 309,60	12 691,10	6,7	8,3	5,2	6,4
Consommation	9 084,90	9 652,70	7,3	6,7	6,4	5,8
Publique	1 312,20	1 313,90	4,9	0,7	3,6	0,5
Privée	7 772,70	8 338,80	7,8	6,1	6,9	5,3
Investissements bruts	3 224,70	3 038,40	4,8	1,6	1,8	0,6
FBCF	3 224,70	3 009,20	5,4	1,8	0,9	0,3
Publique	806,2	827,5	14,3	1,1	3,7	0,3
Privée	2 418,50	2 181,70	2,7	0,7	0	0
Variation des stocks	0	29,2	-100	-0,2	-	0,3
Demande extérieur nette	-2 216,80	-1 819,10	-4,5	1,1	-6,2	1,4
Exportations de biens et services	2 909,10	3 198,90	21,4	5,6	9,3	2,7
Exportations des biens	2 833,30	3 123,80	23	5,7	10,6	3
Produits miniers (+pétrole)	2 443,80	2 686,00	23,3	5	10,4	2,5
Autres produits	389,5	437,8	20,6	0,7	12,4	0,5
Exportations des services	75,8	75	-17,9	-0,2	-40,3	-0,3
Importations de biens et services	5 125,90	5 018,00	8,7	4,4	2,6	1,3
Importations des biens	4 112,60	4 081,10	5,6	2,4	3,6	1,5
Consommations	753,6	740,6	4,8	0,4	6,6	0,5
Equipements	1 859,40	1 855,00	3	0,6	-0,2	0
Intermédiaires	1 499,60	1 484,80	9,5	1,4	6,8	1
Importations des services	1 013,30	999,7	23,2	2,1	-1,3	-0,1
PIB (Emplois)	10 092,80	10 872,00	9,50%	9,50%	7,70%	7,70%

Source : CESC.

2.1.1.1. Baromètre de la conjoncture

En décembre 2015, la confiance des chefs d'entreprises sur l'évolution à court terme de la conjoncture de l'économie congolaise présente une tendance pessimiste. En effet, le solde global brut de leurs opinions a chuté de +5,1 % en novembre à -2,7 % en décembre 2015, soit un solde négatif réalisé pour la toute première fois depuis le creux de -4,9 % enregistré en août 2012.

L'évolution annuelle du solde d'opinion des chefs d'entreprises reflète bien la température de l'activité économique dans son ensemble. En effet, en moyenne annuelle de +11,8 % en 2015 contre +21,5 % en 2014, le solde d'opinions des chefs d'entreprises est en net repli.

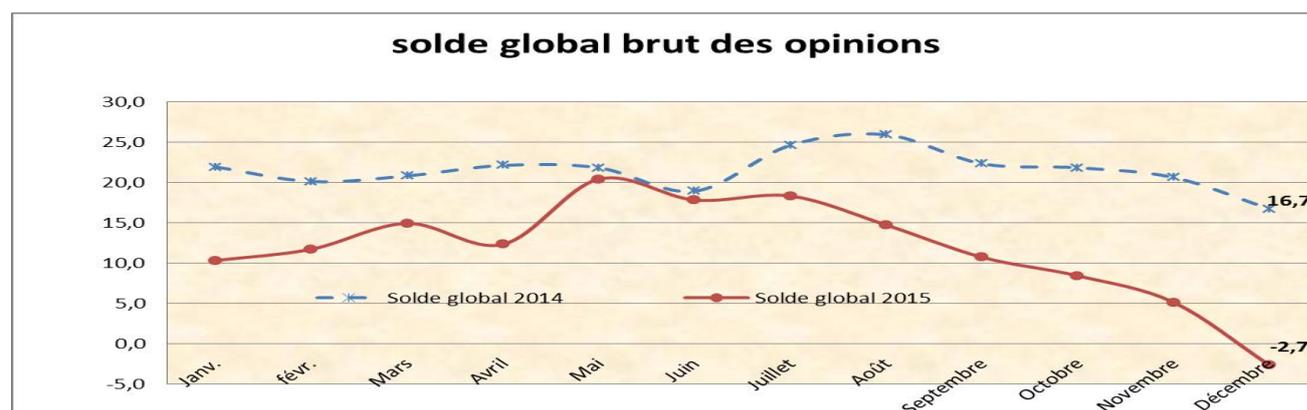
Cette tendance baissière de l'optimisme des chefs d'entreprises est entretenue par des perspectives moroses de l'environnement politique et sécuritaire sur le plan international ainsi que des perspectives de l'économie mondiale peu rassurantes. Au niveau national, cette tendance baissière est expliquée principalement par (i) le développement observé dans les industries extractives, consécutif à la baisse des cours des produits miniers et pétroliers ainsi que (ii) les perspectives politiques turbulentes.

Tableau 6 : Evolution du solde brut d'opinions en 2014 et 2015.

Secteur	2014												Moyenne annuelle	2015												Moyenne annuelle
	Janv.	févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Novembre	Décembre		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	
Solde global	21,9	20,1	20,8	22,1	21,8	18,9	24,6	25,9	22,3	21,8	20,6	16,7	21,5	10,3	11,7	14,9	12,3	20,4	17,8	18,3	14,7	10,7	8,4	5,1	-2,7	11,8
Industries manufacturières	20,6	19,0	26,6	24,9	12,6	18,6	15,6	13,6	23,1	24,7	11,0	11,7	18,5	11,1	37,7	24,2	16,0	20,7	18,5	16,8	14,6	14,0	12,4	27,4	40,6	21,2
Electricité et Eau	40,2	23,2	25,8	32,7	25,0	23,8	33,9	33,3	26,0	21,8	33,3	44,9	30,3	38,2	37,7	22,1	13,0	22,1	31,1	44,7	36,0	28,8	38,5	30,6	22,1	30,4
Industries extractives	23,8	21,8	21,6	25,0	26,3	23,1	23,4	24,4	22,0	21,1	18,4	13,0	22,0	7,7	5,6	10,6	12,5	21,3	16,7	16,9	13,6	7,9	6,5	0,9	-16,0	8,7
Construction	21,0	19,2	18,8	12,1	11,8	10,8	50,0	47,2	40,0	40,8	28,2	25,0	27,1	11,1	13,9	24,4	10,1	15,3	14,7	18,3	15,0	14,6	12,9	11,6	50,0	17,7
Services	3,5	8,5	11,1	7,9	4,4	7,0	19,3	21,5	7,8	6,5	21,5	16,9	11,3	2,3	2,5	13,5	7,9	15,6	11,1	11,6	10,6	8,5	7,2	32,5	14,3	11,5

Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 7 : Solde global d'opinions des chefs d'entreprises en 2014 - 2015

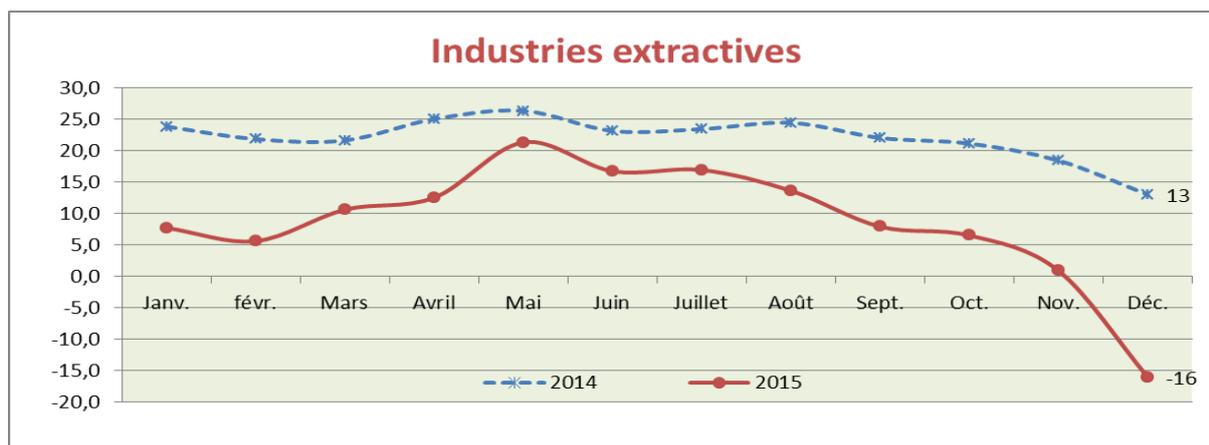


Source : Banque Centrale du Congo

Par secteurs d'activités économiques, le profil du climat conjoncturel en RDC au cours du mois de décembre 2015 se présente comme suit :

Dans les Industries extractives, les entrepreneurs restent pessimistes quant aux perspectives de la conjoncture économique, comme reflété par le solde de leurs opinions qui a chuté à **-16,0 %** contre **+0,9 %** un mois plus tôt. Cette évolution est consécutive à la baisse des cours des produits miniers et pétroliers, au départ en congé de beaucoup d'expatriés évoluant dans cette branche et à la forte pluviométrie du mois.

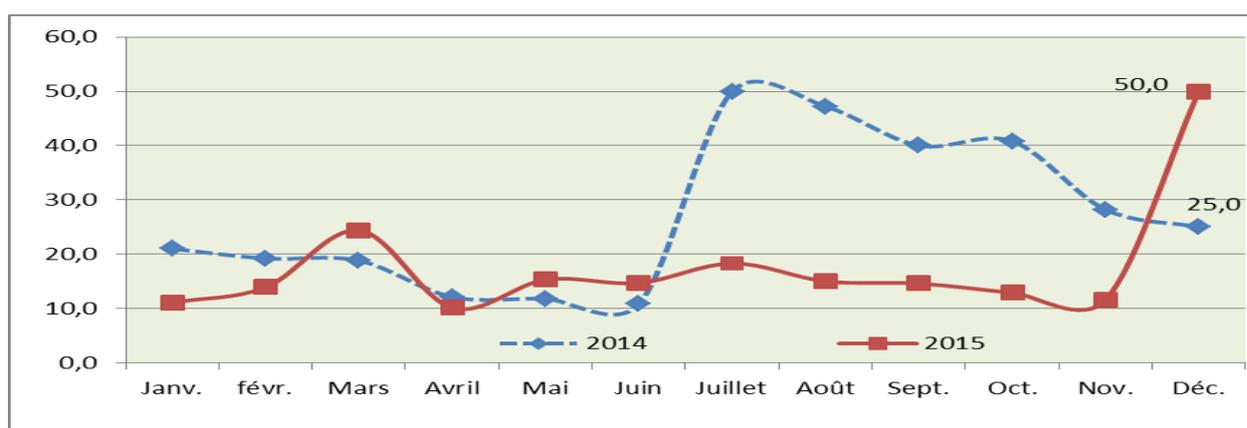
Graphique 8 : Evolution du solde des Industries minières en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo

S'agissant de la branche de la construction, la détérioration qui caractérisait le solde brut d'opinions depuis août 2015 s'est estompée. Celui-ci s'est redressé significativement à **+50,0 %**, venant de **+11,6 %** le mois passé. Cette tendance haussière résulterait principalement des travaux de réparation des dégâts matériels causés par les pluies diluviennes enregistrées au cours d mois de novembre et décembre 2015.

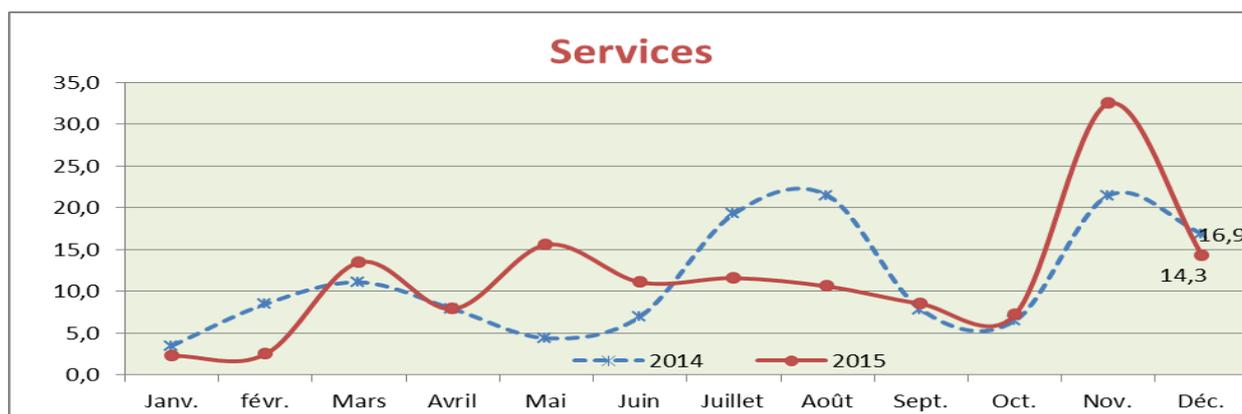
Graphique 9 : Evolution du solde du secteur Construction en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo

Pour ce qui est du secteur des Services, le solde brut d'opinions pondérées est tombé à **+14,3 %**, après s'être signalé à **+32,5 %** un mois plus tôt. Cette évolution défavorable est expliquée par une baisse notable de l'activité dans les branches des services de réparation, de l'hôtellerie et de restaurants ainsi que dans les transports et la télécommunication.

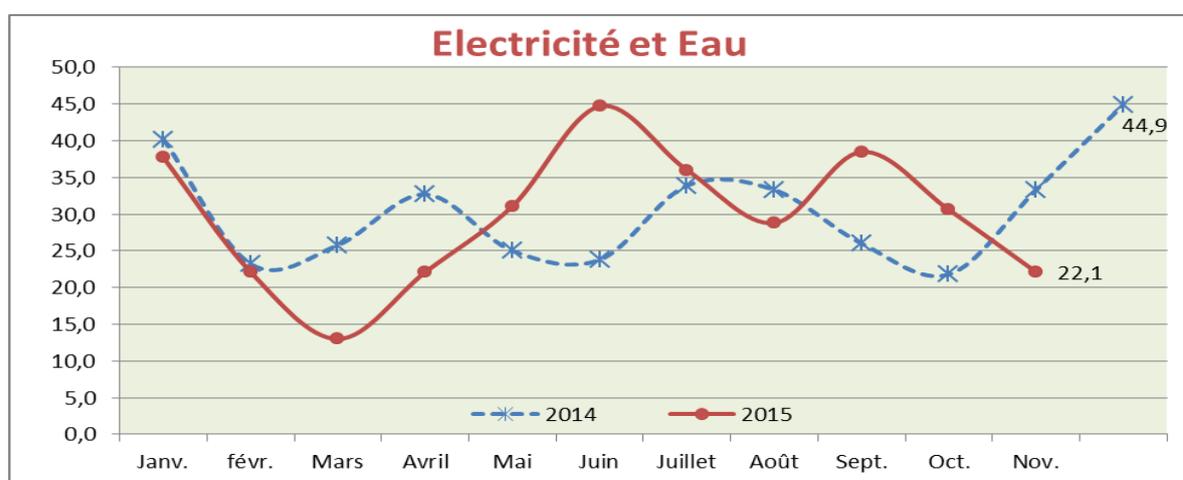
Graphique 10 : Evolution du solde du secteur des Services en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo

Pour ce qui est de la branche d'électricité et eau, les chefs d'entreprises maintiennent un profil optimiste, quoiqu'en recul par rapport au mois d'octobre. Leur solde brut d'opinions a enregistré un reflux à +30,6 % en novembre, après s'être redressé à +38,5 % en octobre. Ce fléchissement est imputable aux difficultés éprouvées au niveau de la production et de la distribution de l'énergie électrique et de l'eau potable.

Graphique 11 : Evolution du solde des Industries énergétiques en 2014 et 2015



Source : Banque Centrale du Congo

Par contre, dans les industries manufacturières, en perspectives des festivités de Noël et de nouvel l'an, le solde brut d'opinions a enregistré une amélioration en se situant à +40,6 % au cours du mois sous revue contre +27,4 % précédemment.

Graphique 12 : Evolution du solde des Industries manufacturières en 2014 et 2015



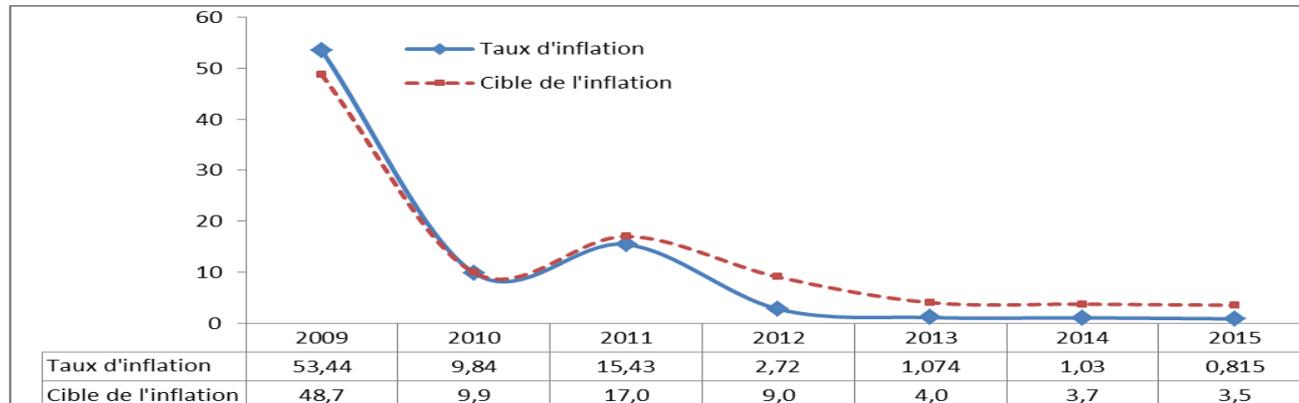
Source : Banque Centrale du Congo

2.1.1.2. Evolution des prix intérieurs

L'évolution des prix intérieurs demeure sous contrôle, révélant ainsi la poursuite de la stabilité sur le marché des biens et services.

Le taux d'inflation a atteint 0,121 % au mois de décembre contre 0,079 % un mois plus tôt, portant l'inflation annuelle en 2015 à 0,815 % contre un objectif de 3,5 % et une réalisation de 1,030 % en 2014.

Graphique 13 : Taux d'inflation et cibles en 2015.



Source : Banque Centrale du Congo sur base des informations de l'INS.

Ce faible taux d'inflation est expliqué par une politique budgétaire restrictive ainsi qu'une politique monétaire prudente et proactive dans un contexte d'un niveau bas des cours internationaux des produits alimentaires. Il sied de noter que la part des produits alimentaires dans l'indice des prix en RDC est de 54,03 %.

2.2. SECTEUR PUBLIC

2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat

Au 31 décembre 2015, le Compte Général du Trésor, intégrant l'amortissement de la dette publique, s'est clôturé avec un déficit de 192,0 milliards de CDF, résultant des recettes de 304,7 milliards et des dépenses de 496,6 milliards. Comparativement à l'année 2014, où le Trésor avait réalisé un déficit de 136,9 milliards de CDF, ce solde s'est détérioré de 40,2 % d'une année à l'autre.

En cumul annuel, la situation financière de l'Etat, prenant en compte l'amortissement de la dette, affiche un déficit de 188,5 milliards de CDF contre un solde excédentaire de 26,5 milliards en 2014, soit un creusement de 215,0 milliards de CDF.

Tableau 7 : Situation mensuelle des opérations du Trésor en 2014 et 2015
(en milliards de CDF)

RUBRIQUES	2014		MOIS DE DECEMBRE 2015			CUMUL DECEMBRE 2015			VARIATION 2015/2014	
	Mois de déc.	Cumul déc.	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de déc.	Cumul déc.
Total revenus et dons	282,4	3 779,5	322,5	304,7	94,5	4 218,0	4 027,9	95,5	7,9	12,7
Total dépenses	356,0	3 574,7	365,6	469,4	128,4	4 382,9	4 051,1	92,4	31,9	13,3
Amortissement de la dette	63,3	178,2	31,1	27,3	87,7	135,4	165,3	122,1	- 57,0	- 7,3
Solde général (hors dette)	- 73,6	204,8	- 43,2	- 164,7	381,7	- 164,9	- 23,2	14,1	- 123,8	- 111,3
Solde intégrant l'amort.	- 136,9	26,5	- 74,2	- 192,0	258,6	- 300,3	- 188,5	62,8	- 40,2	- 811,4

Source : PTR du secteur public

➤ Evolution mensuelle des recettes au 31 décembre 2015

Programmées à 322,5 milliards de CDF, les recettes ont été mobilisées à hauteur de 304,7 milliards de CDF, dégageant un taux de réalisation de 94,5 %. Rapprochées au niveau de décembre 2014, les recettes de l'Etat ont enregistré un accroissement de 7,9 %, d'une année à l'autre.

Il sied de noter que les recettes de la Direction Générale des Douanes et Assises (DGDA) ont régressé de 18,7 % comparativement à décembre 2014. Quant à la Direction Générale des Impôts (DGI) et la Direction Générale des Recettes Administratives Domaniales et de Participation (DGRAD), leurs recettes se sont accrues de 65,4 % et 37,3 % respectivement. En ce qui concerne les recettes des pétroliers producteurs, elles ont subi une contraction de 16,0 % par rapport au niveau de la période correspondante de 2014.

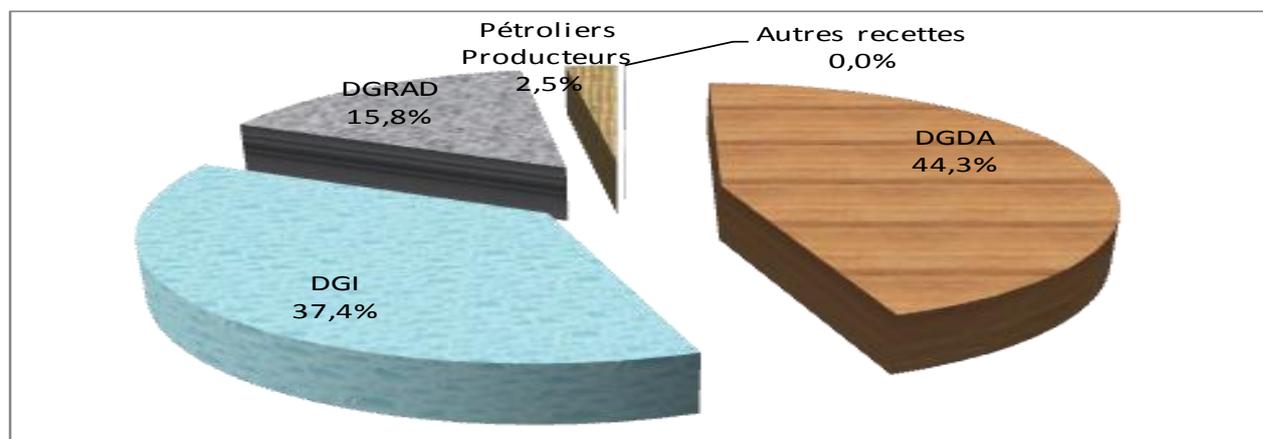
Tableau 8 : Recettes publiques (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	2014		MOIS DE DECEMBRE 2015			CUMUL DECEMBRE 2015			VARIATION 2015/2014	
	Mois de déc.	Cumul déc.	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de déc.	Cumul déc.
DGDA	166,0	1 793,3	159,3	135,0	84,8	1 928,0	1 840,3	95,5	- 18,7	2,6
DGI	68,8	1 109,2	119,4	113,9	95,3	1 631,8	1 515,4	92,9	65,4	36,6
DGRAD	35,0	505,6	36,0	48,1	133,6	481,4	477,4	99,2	37,3	- 5,6
Pétroliers Producteurs	9,0	289,1	5,2	7,6	145,0	138,0	149,1	108,0	- 16,0	- 48,4
Dons et autres	3,5	82,3	2,5	0,1	5,7	38,8	45,7	117,7	- 95,9	- 44,5
RECETTES TOT. ET DONS	282,4	3 779,5	322,5	304,7	94,5	4 218,0	4 027,9	95,5	7,9	6,6

Source : PTR du secteur public

Pour ce qui est de la contribution des régies financières dans la mobilisation des ressources publiques, la part des recettes collectées par la DGDA a été la plus importante représentant 44,3 % du total des recettes alors que celles des impôts directs et indirects encadrés par la DGI ainsi que de la DGRAD ont représenté respectivement 37,4 % et 15,8 %.

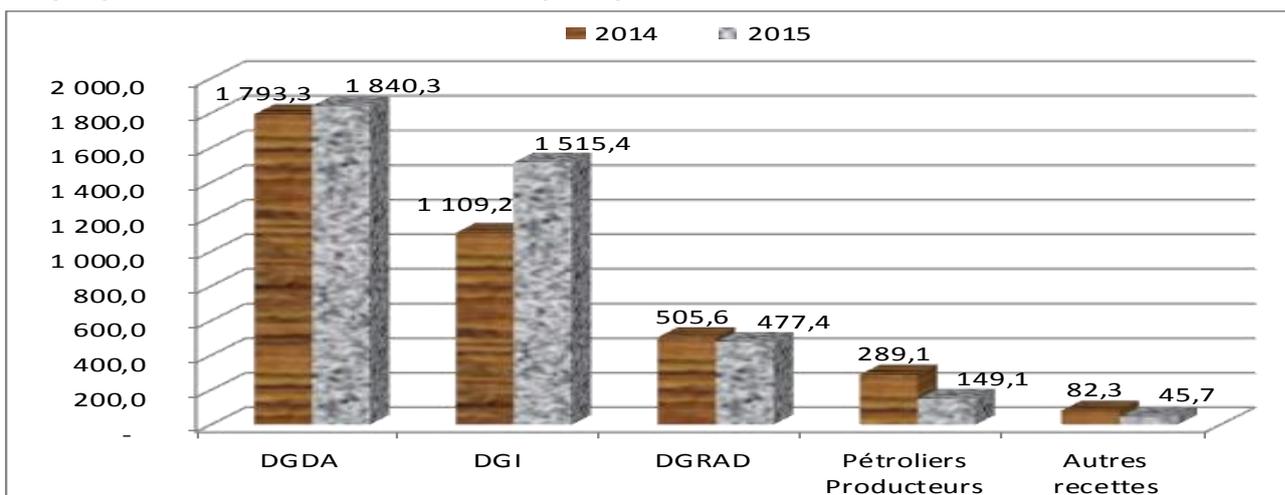
S'agissant des ressources en provenance des «pétroliers producteurs», leur part dans le total des recettes collectées a été de 2,5 %.

Graphique 14 : Parts relatives des recettes de régies financières au 31 décembre 2015

Source : PTR secteur public

En cumul annuel, les recettes ont atteint 4.027,9 milliards de CDF, représentant un taux de réalisation de 95,5 %, contre 3.779,5 milliards une année plus tôt, soit un accroissement de 6,6 %.

Graphique 15 : Structuration des recettes publiques à fin décembre 2015

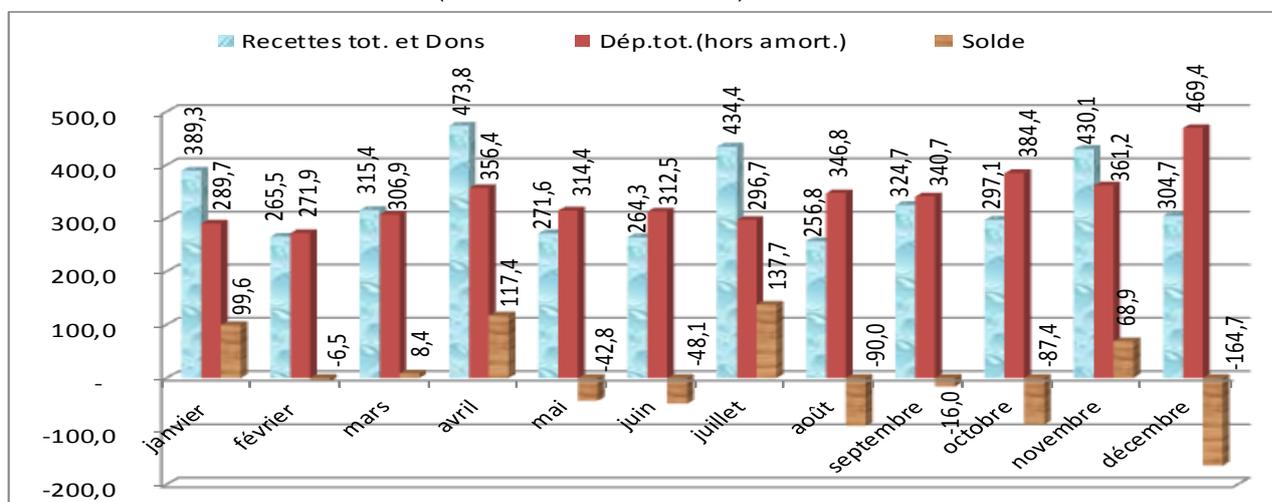


Source : PTR secteur public

➤ Evolution mensuelle des dépenses au 31 décembre 2015

Sur un montant programmé de 365,6 milliards de CDF, les dépenses publiques à la clôture du mois de décembre, hors amortissement de la dette, ont été exécutées à concurrence de 469,4 milliards de CDF, soit un dépassement de 28,4 %.

Graphique 16 : Evolution mensuelle du solde hors amortissement (en milliards de CDF)



Source : PTR secteur public

L'affectation de l'enveloppe des dépenses a été plus orientée, comme à l'accoutumée, vers les dépenses courantes pour un montant de 387,9 milliards de CDF, en dépassement de 22,8 % de leur assignation et représentant une part de 82,6 % du total de dépenses.

Quant aux dépenses en capital, se chiffrant à 78,1 milliards de CDF, elles ont connu un dépassement de 67,8 % de leur programmation. Toutefois elles ont représenté 16,6 % du total des dépenses.

En cumul annuel, les dépenses, hors amortissement, se sont chiffrées à 4.051,1 milliards de CDF contre des projections de 4.382,9 milliards de CDF, soit un taux d'exécution de 92,4 %. Comparativement à 2014, ces dépenses se sont accrues de 13,3 %.

Tableau 9 : Dépenses publiques (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	2014		MOIS DE DECEMBRE 2015			CUMUL DECEMBRE 2015			VARIATION 2015/2014	
	Mois de déc.	Cumul déc.	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de déc.	Cumul déc.
Dépenses courantes hors TVA-R	276,3	3 011,5	315,9	387,9	122,8	3 569,6	3 528,8	98,9	40,4	17,2
Intérêt sur la dette	11,5	117,8	10,6	10,0	93,9	104,5	109,2	104,5	- 13,0	- 7,3
- dont dette extérieure	1,7	18,4	1,0	0,0	0,5	17,1	14,5	84,8	- 99,7	- 20,9
Dépenses en capital	52,4	469,3	46,6	78,1	167,8	615,2	456,5	74,2	49,0	- 2,7
Autres dépenses	27,3	94,0	3,1	3,4	109,1	198,0	65,8	33,2	- 87,6	- 30,0
Total dépenses (hors amort)	356,0	3 574,7	365,6	469,4	128,4	4 382,9	4 051,1	92,4	31,9	13,3

Source : PTR du secteur public

2.2.2. Evolution du plan de trésorerie de la Banque Centrale

Au 31 décembre 2015, l'exécution du Plan de Trésorerie de la BCC s'est clôturée par un excédent de 71 millions de CDF découlant des encaissements de 20,682 milliards et des décaissements de 20,611 milliards. En cumul annuel, le PTR de la BCC a enregistré un excédent de 162 millions.

Tableau 10 : Plan de trésorerie de la BCC en 2014 et 2015
(en milliards de CDF)

RUBRIQUES	CUMUL ANNUEL A FIN NOVEMBRE			AU 30 DECEMBRE 2015		
	2014	2015	VARIATION en %	PROGRAM. MENSUELLE	EXECUTION MENSUELLE	TAUX D'EXEC. En %
ENCAISS.	200,501	198,660	- 0,9	17,908	20,682	115,5
DECAISS.	200,429	198,499	- 1,0	17,908	20,611	115,1
RESULTAT	0,072	0,162	126,1	-	0,071	

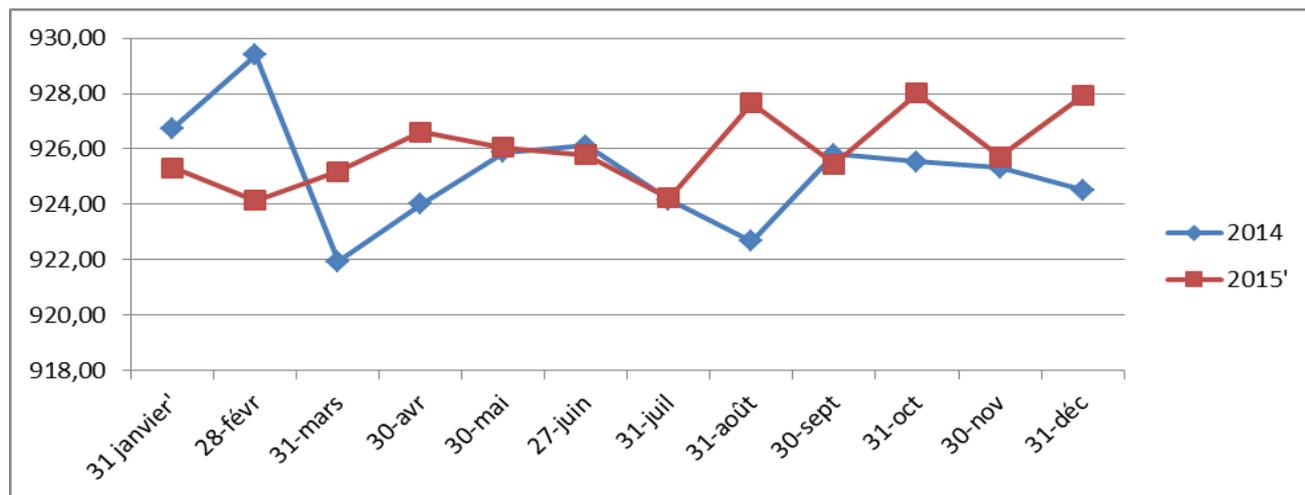
Source : Banque Centrale du Congo

2.3 SECTEUR EXTERIEUR

2.3.1 Le marché des changes

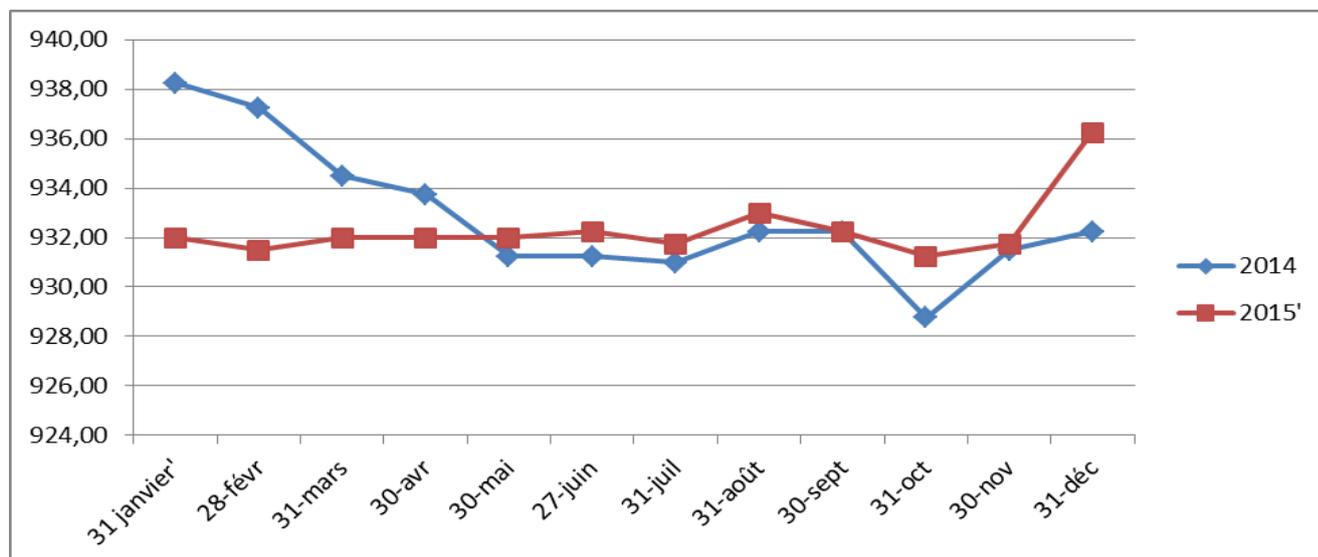
A fin décembre 2015, le taux de change s'est situé à 927,92 CDF à l'indicatif et 936,25 CDF au parallèle, soit des dépréciations respectives de 0,24 % et de 0,48 % par rapport à la situation du mois précédent. Toutefois, il sied de relever que le marché est demeuré globalement stable au cours de l'année.

Graphique 17 : Evolution des taux de change indicatif en 2014 et 2015 (CDF/ 1 USD)



Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique 18 : Evolution des taux de change parallèle en 2014 et 2015 (CDF/ 1 USD)



Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 11 : Evolution des taux indicatif et parallèle en 2015

	Taux de change CDF/1 USD 2015		Variation mensuelle en %		var. en % par rapport à fin déc. -14	
	Indicatif	Parallèle	Indicatif	Parallèle	Indicatif	Parallèle
31-déc.-14	924,51	932,25				
30-janv.-15	925,32	932,00	- 0,09	0,03	-0,09	0,03
27-févr.-15	924,13	931,50	0,13	0,05	0,04	0,08
31-mars-15	925,19	932,00	- 0,11	- 0,05	-0,07	0,03
30-avr-15	926,62	932,00	- 0,15	-	-0,23	0,03
29-mai-15	926,06	932,00	0,06	-	-0,17	0,03
29-juin-15	925,79	932,25	0,03	- 0,03	-0,14	0,00
31-juil.-15	924,23	931,75	0,17	0,05	0,03	0,05
31-août-15	927,65	933,00	- 0,37	- 0,13	-0,34	-0,08
30-sept-15	925,45	932,25	0,24	0,08	-0,10	0,00
30-oct-15	928,02	931,25	- 0,28	0,11	-0,38	0,11
30-nov-15	925,73	931,75	0,25	- 0,05	-0,13	0,05
31-déc-15	927,92	936,25	- 0,24	- 0,48	-0,37	-0,43

Source : Banque Centrale du Congo.

2.3.3. Budget en devises et réserves internationales

Au 31 décembre 2015, les réserves de change se sont contractées de 238,39 millions de USD par rapport à décembre 2014, se situant à 1.406,70 millions de USD contre 1.645,14 millions. Cette baisse du niveau des réserves est expliquée par (i) la faiblesse de l'offre de la devise au plan interne observée en 2015, à la suite du déséquilibre de la balance des paiements, enregistrée dans un environnement économique international peu favorable et (ii) une forte consommation des devises par le Trésor atteignant 797,01 millions de USD en 2015 contre 764,51 millions en 2014, soit une hausse de 4,3 %.

Tableau 12 : Exécution du budget en devises en 2015 (en millions de USD)

RUBRIQUES	Cumul déc 2014	30-janv-15	27-févr-15	31-mars-15	30-avr-15	29-mai-15	29-juin-15	31-juil-15	31-août-15	30-sept-15	30-oct-15	30-nov-15	31-déc-15	Cumul
Stock initial	1 726,01	1 645,14	1 752,85	1 735,41	1 697,29	1 716,01	1 651,96	1 598,83	1 640,29	1 580,58	1 484,01	1 444,71	1 477,48	
I. FLUX PROJETE EN RECETTES	743,66	148,76	32,39	30,41	119,95	14,69	30,03	78,87	23,41	4,13	26,35	98,64	39,70	647,32
A. Recettes d'exploitation	56,68	3,52	4,36	5,17	4,36	4,00	22,99	24,76	20,24	3,94	19,16	52,65	34,50	199,64
Redevance de contrôle de change	46,72	2,86	3,68	4,42	3,78	3,44	3,95	4,40	3,80	3,48	3,67	4,08	3,80	45,36
Autres recettes et retour des fonds		0,13	0,21	0,17	0,21	0,11	18,60	20,12	16,10	0,11	15,16	48,09	30,14	149,14
B. Opérations de change	686,98	145,25	28,03	25,24	115,60	10,68	7,04	54,11	3,16	0,19	7,19	46,00	5,20	447,68
1. Rachat recettes fiscales et non fisc	67,17	105,06	0,53	0,39	79,60	0,68	0,64	44,34	0,16	0,19	0,19	44,00	5,20	280,97
Recettes pétrolière	12,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes minières	22,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres recettes du trésor		105,06	0,53	0,39	79,60	0,68	0,64	44,34	0,16	0,19	0,19	44,00	5,20	280,97
2. Achats interbancaires (Adjudications)	611,60	20,00	27,50	23,50	36,00	10,00	6,40	0,00	3,00	0,00	7,00	2,00	0,00	135,40
II. FLUX PROJETES EN DEPENSES	824,53	41,06	49,83	68,54	101,23	78,73	83,16	37,41	83,12	100,69	65,65	65,87	110,43	885,72
A. Dépenses du Trésor	763,83	37,15	45,53	58,71	94,95	75,14	72,28	35,23	80,25	74,07	63,67	62,96	97,07	797,01
1. Service de la dette extérieure	208,82	0,54	5,06	10,77	32,77	27,05	29,91	2,97	9,51	2,71	12,84	32,53	31,40	198,06
2. Paiement des diverses créances	73,41	4,72	3,69	5,27	6,78	5,40	5,43	5,39	6,20	5,61	5,82	6,87	5,42	66,60
3. Fonctionnement	481,60	31,89	36,78	42,68	55,40	42,69	36,94	26,88	64,54	65,75	45,01	23,56	60,24	532,36
Fournisseur étranger	221,86	10,28	4,19	19,50	25,38	12,94	10,03	12,18	21,88	41,03	19,60	5,76	37,96	220,74
B. Dépenses BCC	60,70	3,91	4,30	9,83	6,28	3,59	10,87	2,18	2,88	26,62	1,98	2,91	13,37	88,71
Ventes interbancaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BALANCE	- 80,87	107,71	- 17,44	- 38,13	18,72	- 64,04	- 53,13	41,46	- 59,72	- 96,56	- 39,30	32,77	- 70,73	-238,39
Stock final	1 645,14	1 752,85	1 735,41	1 697,29	1 716,01	1 651,96	1 598,83	1 640,29	1 580,58	1 484,01	1 444,71	1 477,48	1 406,75	1 406,75

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 13 : Réserves de change (en millions de USD)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	31 déc.15
Réserves brutes	88,9	1.010,8	1.327,2	1.272,7	1.634,2	1.745,4	1.645,1	1.438,5
Semaines d'importations	0,47	7,85	7,73	7,2	9,35	9,25	7,87	5,94

2.4. SECTEUR MONETAIRE

2.4.1. Analyse de l'offre de la monnaie centrale

Au 31 décembre 2015, la masse monétaire s'est chiffrée à 4.301,21 milliards de CDF, soit un accroissement de 8,36 % par rapport à fin décembre 2014. Cette hausse est expliquée par une augmentation des avoirs intérieurs nets de 17,64 % alors que les avoirs extérieurs nets ont régressé de 6,10 %. L'élargissement de la masse monétaire au niveau des composantes, est localisé à travers la monnaie (M1) et la quasi-monnaie qui se sont crues respectivement de 133,33 milliards de CDF et 200,31 milliards.

Comparativement à la situation du mois précédent, cet agrégat de monnaie a augmenté de 1,84 %, suite à une progression de 2,98 % des avoirs intérieurs nets et un recul de 0,31 % des avoirs extérieurs nets. Au niveau des composantes, cette évolution est consécutive à la hausse de la circulation fiduciaire de 78,69 milliards de CDF contre un recul au niveau des dépôts de banques de 1,05 milliard de CDF.

De même, l'offre de la monnaie centrale a progressé de 15,50 %, atteignant 1.314,19 milliards de CDF par rapport à fin décembre 2014. Cette augmentation, au niveau des contreparties, est expliquée par un accroissement des avoirs intérieurs nets de 44,31 % contrecarré par une régression des avoirs extérieurs nets de 48,51 %. Au niveau des composantes, la hausse est localisée au niveau de la circulation fiduciaire, des dépôts des banques et des entreprises qui se sont accrus respectivement de 50,54 milliards et 159,88 milliard de CDF alors que les dépôts des banques ont baissé de 33,66 milliards de CDF.

D'un mois à l'autre, la base monétaire s'est également accrue de 245,64 milliards de CDF, du fait d'une croissance de 28,36 % des avoirs intérieurs nets alors que les avoirs extérieurs nets ont régressé de 2,45 %. Au niveau des composantes, cette augmentation s'observe à travers les dépôts des banques et la circulation fiduciaire respectivement de 167,90 milliards et 78,69 milliards de CDF contre une décroissance de 1,05 milliard des divers dépôts.

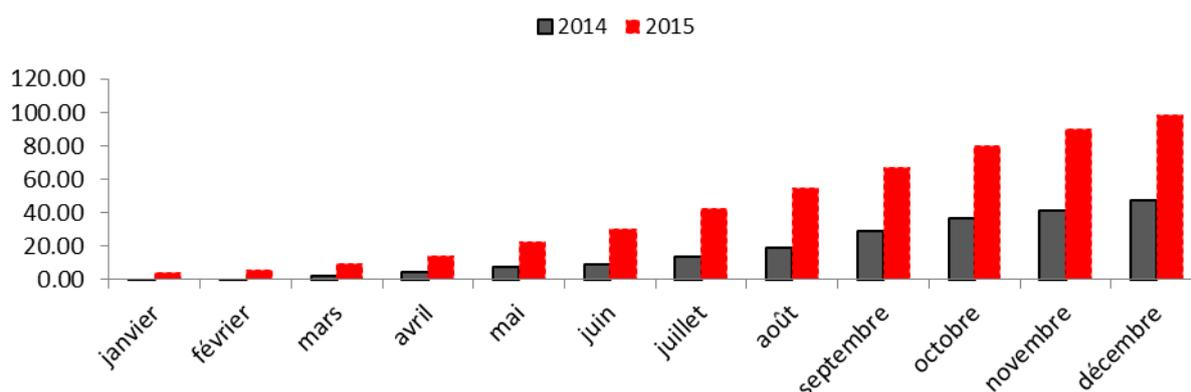
2.4.2. Marché monétaire

- **Guichet des facilités permanentes**

Au 31 décembre 2015, le guichet des facilités permanentes a enregistré des opérations mensuelles de 835,80 milliards de CDF contre 988,77 milliards de CDF un mois plus tôt, soit une baisse de 159,97 milliards. Pour rappel, les opérations à ce même guichet, au mois de décembre 2014, se chiffraient à 657,50 milliards.

En cumul, les opérations ont atteint 9.804,89 milliards de CDF contre 4.719,80 milliards à période correspondante de 2014, soit un accroissement de 5.085,09 milliards de CDF.

Graphique 19 : Evolution cumulée des facilités permanentes 2014 et 2015
(En milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

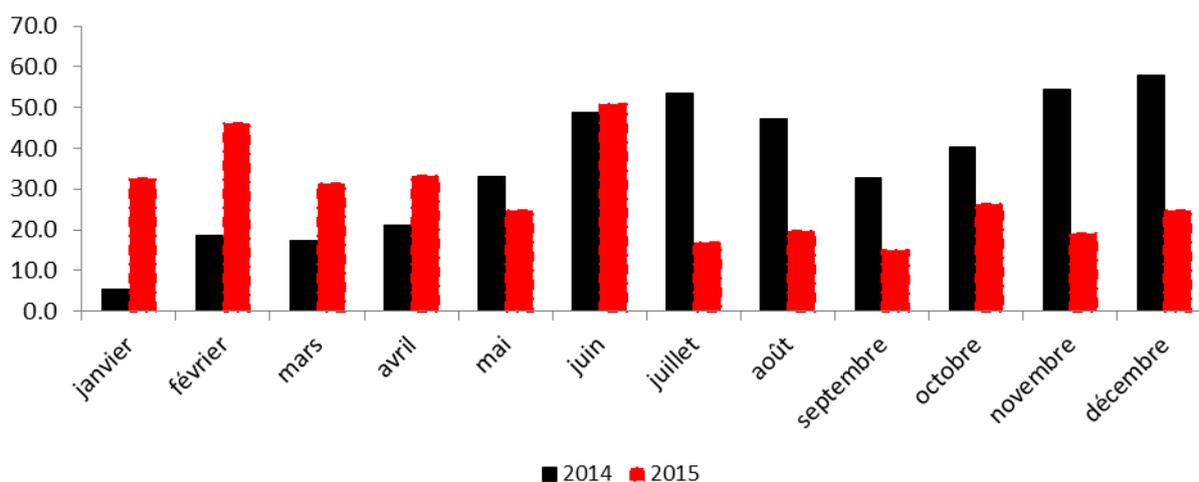
Tableau 14 : Guichet Facilités permanentes en 2015 (en milliards de CDF)

	Année 2014	Janv- 15	Févr- 15	Mars- 15	Avril- 15	Mai-15	juin-15	Juillet- 15	Aout-15	sept.-15	Oct.-15	Nov.- 15	Dec.- 15	Total 2015
VOLUME	4.719,80	383,04	141,64	415,00	479,00	835,45	773,50	1.226,86	1.201,53	1.243,11	1.281,19	988,77	835,80	9.804,89
Taux d'intérêt %	4,6	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5 % moyenne

Source : Banque Centrale du Congo

- **Marché interbancaire**

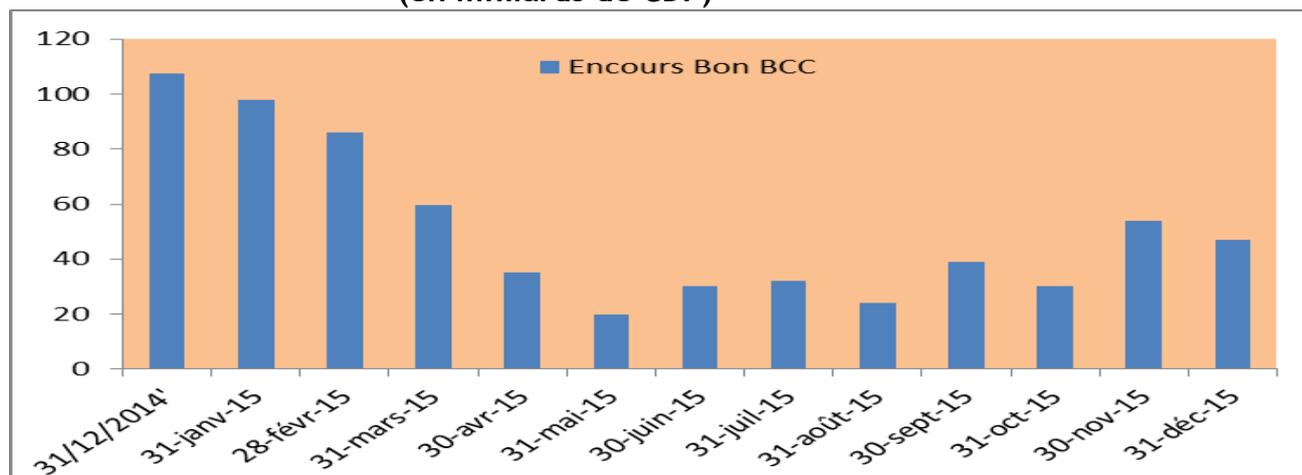
Au 31 décembre 2015, le guichet de l'interbancaire a accumulé des opérations annuelles à hauteur de 3.401,68 milliards de CDF contre 4.303,53 milliards à la période correspondante de 2014, soit une baisse de 901,86 milliards de CDF. En flux mensuel, le volume des transactions s'est chiffré à 247,50 milliards de CDF à fin décembre 2015 contre 580,50 milliards à la même période de 2014, soit un recul de 333,00 milliards. Le taux moyen pondéré a varié autour de 1,7 % soit le même niveau qu'à fin décembre 2014.

Graphique 20 : Marché interbancaire en 2015 (en milliards de CDF)

- **Marché des Bons de la Banque Centrale du Congo**

Au 30 décembre 2015, l'encours global Bons BCC s'est situé à 47,0 milliards de CDF, venant de 54,0 milliards un mois plus tôt, dégageant des injections mensuelle et annuelle respectivement de 7,0 milliards et 60,4 milliards de CDF. Cet encours est reparti de la manière suivante : 15,0 milliards pour la maturité à 7 jours, 17,0 milliards pour la maturité à 28 jours et 15,0 milliards pour celle à 84 jours.

**Graphique 21 : Evolution de l'encours des Bons BCC en 2015
(en milliards de CDF)**



Source : Banque Centrale du Congo

Les taux moyens pondérés des Bons BCC à 7, 28 et 84 jours se sont situés respectivement à 0,47 %, 0,51 % et 0,38 % contre 0,32 %, 0,35 % et 0,38 % un mois et un trimestre plus tôt. S'agissant des marges de positivité, le taux directeur réel s'est chiffré à 1,19 point contre 0,77 point à fin décembre 2014.

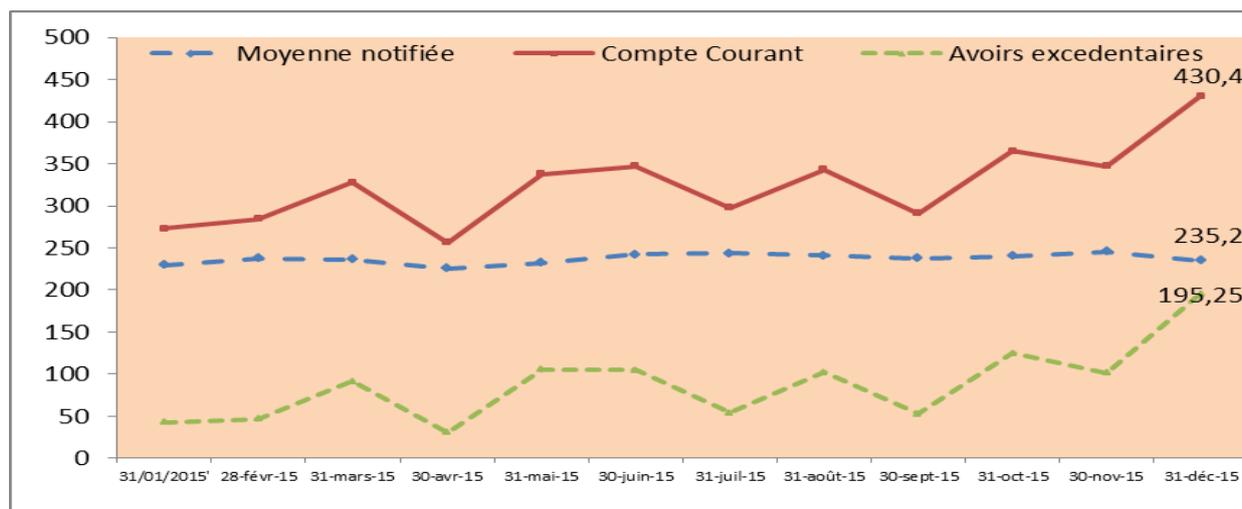
Quant aux taux moyens pondérés réels des Bons BCC à 7, 28 et 84 jours, ils ont été négatifs pour les trois maturités, soit -0,35 point pour celui à 7 jours, -0,31 pour celui à 28 jours et -0,44 point pour celui à 84 jours.

- **Evolution des avoirs libres des banques**

Au 31 décembre 2015, le compte courant des banques a connu une hausse de 158,04 milliards de CDF, se situant à 430,38 milliards de CDF contre 272,34 milliards au 31 décembre 2014 et 262,48 milliards de CDF un mois avant. Cette hausse des avoirs livres des banques a été occasionnée par la hausse particulière des dépenses du Trésor au cours sous analyse.

La moyenne de la réserve obligatoire notifiée pour la période du 15 décembre 2015 au 14 janvier 2016 étant de 235,13 milliards de CDF, il se dégage des avoirs excédentaires des banques de 195,25 milliards de CDF contre 44,87 milliards à la période correspondante de l'année 2014.

Graphique 22 : Compte courant des banques en 2015 (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

• Evolution des émissions monétaires

Au 30 décembre 2015, les émissions nettes cumulées se sont établies à 117,14 milliards de CDF contre 173,07 milliards à la période correspondante de 2014, tenant à des destructions de 139,84 milliards et des émissions de 256,99 milliards.

Le cumul des billets recyclés s'est établi à 1.491,68 milliards de CDF contre 1.109,86 une année avant, représentant 61,78 % en provinces contre 38,22 % au Siège.

Tableau 15 : Evolution des émissions monétaires en 2015 (en millions de CDF)

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Cumul/An
Prévisions émissions	7 490,70	46 850,00	-	32 770,00	-	42 000,00	4 472,00	31 928,00	5 123,00	36 985,00	5 114,00	42 100,00	254 832,70
Emissions = (A)	2 481,30	43 182,50	6 868,15	29 111,02	4 007,00	38 348,00	6 534,50	33 548,85	5 849,11	34 793,85	7 069,95	45 191,15	256 985,37
Destructions = (B)	11 522,00	2 112,50	312,50	10 775,00	25 326,41	24 713,09	13 914,50	5 514,01	4 290,00	7 467,55	5 937,50	27 955,54	139 840,59
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	- 9 040,70	41 070,00	6 555,65	18 336,02	- 21 319,41	13 634,91	- 7 380,00	28 034,84	1 559,11	27 326,30	1 132,45	17 235,61	117 144,78
Recyclage	141 454,06	94 010,32	117 945,67	113 635,24	108 346,92	121 588,87	153 324,36	119 923,55	147 297,68	135 452,45	113 216,17	125 481,47	1 491 676,77
dont au Siège	56 882,50	34 629,72	45 859,78	41 646,54	40 616,80	48 685,52	64 740,53	41 280,30	56 805,82	57 398,97	38 645,91	42 975,03	570 167,42
dont en provinces (*)	84 571,56	59 380,60	72 085,89	71 988,70	67 730,12	72 903,35	88 583,83	78 643,25	90 491,87	78 053,48	74 570,26	82 506,44	921 509,35

2.4.3. Comportement des facteurs de la liquidité bancaire

A fin décembre 2015, l'interaction des facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire s'est traduite par une injection nette de liquidité de 168,7 milliards de CDF contre une injection programmée de 109,8 milliards de CDF. Cette situation est expliquée par l'action des facteurs tant autonomes qu'institutionnels.

Tableau 16 : Facteurs de liquidité bancaire en 2015 (flux en milliards de CDF)

	Programmation	Réalisation flux	Ecart
Variation en milliards de CDF	déc-15	31-déc-15	
1. Fact. autonomes (hors circul fiduc.)	190,0	130,2	-59,8
a) AEN	77,1	-171,3	-248,4
b) AIN	112,9	301,5	188,5
. Crédits intérieurs	112,9	262,2	149,3
* CNE	155,3	220,3	65,0
* Créances sur BCM (RME)	-44,0	39,8	83,8
* Créances sur secteur privé	1,6	2,1	0,4
. APN hors Bons BCC	0,0	39,2	39,2
2. Fact. Institutionnels	80,2	-38,6	-118,8
a) Encours Bons BCC	78,4	-60,4	-138,8
b) Réserve Obligatoire	48,4	7,7	-40,8
c) Encours refinancement	46,6	-14,2	-60,7
Fact. Instit. Fact. Auton. (a)	109,8	168,7	58,9

Source : BCC. (i)+ Injection ; - ponction

- **Evolution des facteurs autonomes**

A fin décembre 2015, les facteurs autonomes ont contribué à une injection de la liquidité de 130,2 milliards de CDF contre une injection programmée de 190,0 milliards. Cette évolution est principalement liée aux avoirs intérieurs nets qui ont injecté 301,5 milliards alors que les avoirs extérieurs nets ont ponctionné 171,3 milliards de CDF.

- **Evolution des facteurs institutionnels**

Les instruments de la politique monétaire ont injecté de la liquidité à hauteur de 38,6 milliards de CDF contre une ponction programmée de 80,2 milliards. Cette situation est consécutive à l'injection réalisée via le Bon BCC de 60,4 milliards, contrebalancée par les ponctions opérées par l'encours de refinancement de 14,2 milliards et la réserve obligatoire de 7,7 milliards de CDF.

2.4.4. Dynamisme de l'Activité bancaire

2.4.4.1. Dépôts de la clientèle

Au mois de décembre 2015, les dépôts de la clientèle des banques ont poursuivi leur tendance haussière, se fixant à 3.667,19 millions de USD contre 3.634,32 millions au mois de novembre, soit une hausse de 0,9 %. Rapportés à la situation à fin décembre 2014, ils ont cru de 9,0 %.

S'agissant de la monnaie de constitution, entre décembre 2014 et décembre 2015, le flux des dépôts en monnaie nationale a été de 18,6 % contre un flux de 7,4 % pour ceux en devises. Pour ce qui est de l'origine des dépôts, il y a lieu de relever que les dépôts de l'Administration publique locale ont enregistré l'accroissement annuel le plus important, soit 28,0 % suivis des entreprises privées réalisant un flux annuel de 12,4 %. Les dépôts des entreprises publiques ont accusé un repli de 4,6 %.

**Tableau 20 : Evolution des dépôts de la clientèle des banques
(en millions de USD)**

TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	déc-14	janv-15	juin-15	juil-15	nov-15	déc-15	Var déc/nov (en %)	Var déc 15/ déc 14 (en %)
I. Dépôts de la clientèle par Types	3 364,10	3 479,87	3 756,62	3 703,07	3 634,32	3 667,19	0,90	9,01
(a) Comptes ordinaires	2 834,24	2 978,72	3 159,66	3 101,16	3 029,82	3 041,87	0,40	7,33
Comptes courants	1 925,01	2 048,99	2 143,25	2 081,88	2 059,21	2 067,17	0,39	7,38
Comptes de chèques	391,51	408,19	419,10	407,62	401,89	415,94	3,50	6,24
Comptes sur livrets	438,02	440,11	478,72	483,00	468,73	481,89	2,81	10,02
Provisions crédocs	15,16	15,66	17,31	29,92	13,48	13,67	1,37	- 9,84
Autres	64,53	65,76	101,29	98,73	86,51	63,19	- 26,95	- 2,07
(b) Dépôts à terme	491,65	461,86	528,44	530,01	561,46	582,57	3,76	18,49
(c) Dépôts à regime spécial	38,21	39,29	68,51	71,91	43,05	42,76	- 0,67	11,91
II. Dépôts de la clientèle par Monnaies	3 364,10	3 479,87	3 756,62	3 703,07	3 634,32	3 667,19	0,90	9,01
MN	486,45	526,84	520,17	504,71	507,57	576,91	13,66	18,60
ME	2 877,65	2 953,03	3 236,45	3 198,36	3 126,75	3 090,28	- 1,17	7,39
III. Dépôts de la clientèle PAR PROVENANCE	3 364,10	3 479,87	3 756,62	3 703,07	3 634,32	3 667,19	0,90	9,01
Administration publique	173,54	166,13	149,77	159,16	132,79	151,54	14,12	- 12,67
Administration publique locale	38,12	36,53	44,07	45,35	45,81	48,79	6,52	27,99
Entreprises publiques	273,18	291,93	297,60	267,64	270,59	260,67	- 3,67	- 4,58
Entreprises privées	1 391,16	1 451,73	1 631,38	1 738,41	1 544,08	1 563,59	1,26	12,39
Ménages	1 488,11	1 533,55	1 633,80	1 492,51	1 641,06	1 642,60	0,09	10,38

Source : Banque Centrale du Congo

2.4.4.2. Crédits à l'économie

A fin décembre 2015, les crédits ont enregistré des progressions de 1,3 % et 14,0 % respectivement par rapport au mois de novembre 2015 et à la période correspondante de 2014. Il sied de noter que l'enveloppe des crédits a été dominée par les découverts bancaires ayant engrangé 36,2 % de l'enveloppe totale suivis des crédits à moyen terme de 28,9 %.

La répartition des crédits par secteur laisse entrevoir des flux annuels négatifs de crédits pour les administrations et les entreprises publiques respectivement de 15,7 % et 25,6 % alors que les entreprises privées et les ménages ont enregistré des accroissements de crédits de 15,3 % et 26,0 %.

**Tableau 21 : Evolution des crédits à décaissement à la clientèle
(en millions de USD)**

Rubriques	déc-14	janv-15	juin-15	juil-15	nov-15	déc-15	Var déc/nov (en %)	Var déc 15/ déc 14 (en %)
Crédits bruts à la clientèle (1+2)	2 119,12	2 071,09	2 359,10	2 382,99	2 385,54	2 416,30	1,29	14,02
1. Crédits nets par terme	2 031,71	1 980,90	2 255,00	2 280,48	2 272,90	2 304,62	1,40	13,43
Crédits à long terme	86,20	85,94	213,08	209,60	209,98	209,20	-0,37	142,70
Crédits à moyen terme	546,32	533,58	603,25	594,92	659,57	698,15	5,85	27,79
Crédits à court terme	517,72	478,74	470,70	482,05	353,25	335,80	-4,94	-35,14
Découvert bancaire	800,85	790,61	851,15	871,31	850,97	875,01	2,83	9,26
Crédits nets en souffrance	80,61	92,04	116,82	122,60	199,14	186,46	-6,36	131,31
2. Provisions pour crédits par monnaies	87,41	90,19	104,10	102,51	112,64	111,67	-0,86	27,76
Ventilation des crédits par monnaies	2 031,71	1 980,90	2 255,00	2 280,48	2 272,90	2 304,62	1,40	13,43
MN	227,22	173,44	210,79	232,46	242,46	278,99	15,07	22,79
ME	1 804,49	1 807,45	2 044,21	2 048,03	2 030,44	2 025,64	-0,24	12,26
Crédits bruts à la clientèle par secteur	2 119,12	2 071,09	2 359,10	2 382,99	2 385,54	2 416,30	1,29	14,02
Administration publique	89,05	86,81	95,79	94,50	80,84	75,10	-7,09	-15,66
Entreprises publiques	155,37	150,18	150,52	148,32	103,36	115,66	11,90	-25,56
Entreprises privées	1 277,67	1 233,17	1 467,10	1 464,35	1 452,24	1 473,16	1,44	15,30
Ménages	597,03	600,93	645,69	675,82	749,11	752,37	0,44	26,02

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 22 : Etat des objectifs de la politique monétaire

Instruments	Niveau	Marges	
Taux directeur	2,00 %	1,19 point	
Taux MP (Bons BCC) à 7 jours	0,47	- 0,35 point	
Taux MP (Bons BCC) à 28 jours	0,51	- 0,31 point	
Taux MP (Bons BCC) à 84 jours	0,38	- 0,44 point	
Coefficient de réserve obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Dépôts en ME : <ul style="list-style-type: none"> - 8 % pour les dépôts à vue - 7 % pour les dépôts à terme ➤ Dépôts en MN : <ul style="list-style-type: none"> - 2 % pour les dépôts à vue - 0 % pour les dépôts à terme 		
Objectifs de Politique Monétaire	Cible	Réalisations	Ecart
	Déc-2015	Déc-15	
Taux d'inflation en glissement annuel	3,5 %	0,815	-2,69
Base monétaire au sens strict (milliards CDF)	1.257,03	1.304,64	+47,61
M2 hors provisions et dépôts en devises (miards CDF)	1.504,43	1.376,79	-127,64

Source : Banque Centrale du Congo